

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 9 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SPECIALTY OPERATIONS FRANCE**

« Saint-Roch »  
58500 CLAMECY

Références : 240011  
Code AIOT : 0005401338

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement SPECIALTY OPERATIONS FRANCE, implanté au lieu-dit « Saint-Roch » - 58500 CLAMECY. L'inspection a été annoncée le 15/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2023 relative à mise en œuvre des évolutions réglementaires de 2020 et 2021, pour les liquides inflammables.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPECIALTY OPERATIONS FRANCE
- « Saint-Roch » - 58500 CLAMECY
- Code AIOT : 0005401338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Clamecy de la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE est spécialisée dans la fabrication industrielle de produits chimiques à destination des secteurs de l'agrochimie, des cosmétiques et des formulations industrielles de type peintures et revêtements. Ce site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral (AP) n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007. Il s'agit d'un établissement « seuil haut » selon la directive dite « SEVESO 3 », du fait de ses stockages de liquides inflammables et de produits dangereux pour l'environnement aquatique.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Liquides inflammables

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Lettre de suite préfectorale	30 jours
22	Formation des opérateurs	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV	Lettre de suite préfectorale	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Sans objet
2	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Sans objet
3	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Sans objet
5	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Sans objet
6	État des matières stockées –	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Dispositions spécifiques – Format détaillé		
7	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
8	État des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
9	État des matières stockées - Mise à jour	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30	Sans objet
10	Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/2010	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-I.2	Sans objet
11	Réservoirs soumis au 3/10/2010	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-III	Sans objet
12	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 3/10/2010	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-V	Sans objet
13	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 3/10/2010	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-IV	Sans objet
14	Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-I.2	Sans objet
15	Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-III	Sans objet
16	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-V	Sans objet
17	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-IV	Sans objet
18	Distance des stockages	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
19	Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1	Sans objet
20	Surveillance en permanence des installations de LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5	Sans objet
21	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV	Sans objet
23	Moyens complémentaires à la stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II	Sans objet
24	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

L'établissement SPECIALTY OPERATIONS FRANCE de CLAMECY relève pour ses stockages de liquides inflammables en cuve aérienne fixe de l'AM du 03/10/2010 selon les dispositions de l'annexe VII applicables aux installations existantes et pour ses stockages de liquides inflammables en contenant fusible de l'arrêté du 24 septembre 2020, relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 4430 Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t - A 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t – DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t
<b>Constats :</b> L'exploitant ne détient plus de produit qui relève de cette rubrique. L'exploitant est autorisé pour cette rubrique selon AP du 11 avril 2007 et déclaration d'antériorité du 14 décembre

2015 référencée DK915/2015.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique 4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure ou égale à 1 000 t - A</li> <li>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t - E</li> <li>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t - DC</li> </ol> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t.  Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant relève du régime de l'enregistrement selon l'AP du 11 avril 2007 et déclaration d'antériorité du 14 décembre 2015 référencée DK915/2015. La quantité maximale de produits détenus est inférieure à la limite de 1 000 tonnes (seuil d'autorisation).</p> <p>cf. annexe confidentielle pour les détails.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique 4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :  essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Supérieure ou égale à 2 500 t - A</li> <li>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t - E</li> <li>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total - DC</li> </ol> </li> <li>2. Pour les autres stockages : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Supérieure ou égale à 1 000 t - A</li> <li>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total - E</li> <li>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total - DC</li> </ol> </li> </ol> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t.  Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.</p>

<b>Constats</b> : L'exploitant ne détient pas de produit qui relève de cette rubrique.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

#### N° 4 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

<b>Référence réglementaire</b> : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s)</b> : Actions nationales 2023, Régime administratif
<b>Prescription contrôlée</b> : Rubrique 1436 liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t - A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t - DC
<b>Constats</b> : La quantité maximale de produits détenus est inférieure à la limite de 1 000 tonnes (seuil d'autorisation) mais supérieure à la limite de 100 tonnes (seuil d'enregistrement). L'exploitant a procédé en 2015 à une déclaration d'antériorité dans le cadre du remplacement de la rubrique 1432 pour laquelle il est autorisé par l'AP du 11/04/2007 par les rubriques 1416, 4330, 4331 et 4722 pour les produits pour lesquels il est autorisé.  cf. annexe confidentielle pour les détails.
<b>Non-conformité</b> : La déclaration d'antériorité de l'exploitant du 14 décembre 2015 référencée DK915/2015 est erronée car elle ne mentionne pas la rubrique 1416 mais uniquement les rubriques 4330, 4331 et 4722.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais</b> : 30 jours

#### N° 5 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

<b>Référence réglementaire</b> : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s)</b> : Actions nationales 2023, Régime administratif
<b>Prescription contrôlée</b> : Autres rubriques nommément désignées 4722 4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748
<b>Constats</b> : L'exploitant relève du régime de la déclaration pour la rubrique 4722 selon l'AP du 11 avril 2007 et déclaration d'antériorité du 14 décembre 2015 référencée DK915/2015. La quantité maximale de produits détenus est inférieure à la limite de 500 tonnes (seuil d'autorisation).  cf. annexe confidentielle pour les détails.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, État des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer <i>a minima</i> les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, <i>a minima</i>, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour <i>a minima</i> de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour <i>a minima</i> de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.</p> <p><b>Constats :</b> Le site est classé SEVESO seuil-haut au titre de la rubrique 4510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les produits sont stockés dans différents bâtiments, différentes aires aériennes ou en cuves aériennes. Ils sont regroupés en fonction de leurs caractéristiques à l'intérieur d'un bâtiment, d'une zone de stockage ou d'une rétention. Cette organisation vise à éviter que des produits incompatibles soient stockés dans un même bâtiment.</p> <p>L'exploitant gère son stock de produits via un logiciel. Ce logiciel permet de connaître les quantités et la localisation de chaque produit stocké sur le site. Les produits dangereux sont référencés avec les mentions de dangers associés.</p> <p>Les quantités de produits stockés sont rentrées dans le logiciel par le service en charge de la logistique, que ce soit pour les matières premières ou les produits finis. Les valeurs sont introduites dans le logiciel en temps réel au moment de la réception des livraisons de matières premières puis de la fourniture des matières premières aux ateliers ainsi qu'au moment du stockage de la production des ateliers puis de l'expédition des matières produites aux clients.</p> <p>L'exploitant réalise deux fois par jour de manière automatique une extraction du logiciel de</p>

gestion des stocks pour avoir une synthèse des stocks des substances dangereuses au niveau du service HSE sous forme d'un tableau de synthèse. Ce tableau est utilisé en cas de déclenchement du POI.
Le service HSE dispose par ailleurs d'un tableau de gestion des rubriques ICPE afin de garantir le respect des activités ICPE réglementées.
Les vérifications par sondage ont montré que les quantités stockées de produits dangereux au jour de l'inspection sont conformes.
cf. annexe confidentielle pour les détails.
<b>Observations :</b> Le tableau de synthèse des stocks des substances dangereuses dont dispose le service HSE pourrait mentionner les lieux de stockages et les rubriques ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, État des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise deux fois par jour de manière automatique une extraction du logiciel de gestion des stocks pour avoir une synthèse des stocks des substances dangereuses au niveau du service HSE sous forme d'un tableau. Ce tableau peut servir pour l'information des populations via l'autorité préfectorale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : État des matières stockées - Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, État des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des</p>

services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits sont stockés dans différents bâtiments, différentes aires aériennes ou en cuves aériennes. Ils sont regroupés en fonction de leurs caractéristiques à l'intérieur d'un bâtiment, d'une zone de stockage ou d'une rétention. Cette organisation vise à éviter que des produits incompatibles soient stockés dans un même bâtiment.</p> <p>L'exploitant gère son stock de produits via un logiciel. Ce logiciel permet de connaître les quantités et la localisation de chaque produit stocké sur le site. En complément, les produits dangereux sont référencés avec les mentions de dangers associés. Les quantités de produits sont rentrées dans le logiciel par le service en charge de la logistique, que ce soit pour les matières premières livrées ou consommées ou les produits finis stockés en attente de livraison.</p> <p>Cette gestion des stocks s'applique aussi tous les autres produits comme les consommables (palettes de bois, fûts vides, .....)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : État des matières stockées - Mise à jour

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, État des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b> Les cuves sont équipées de mesures de niveau retransmises aux supervisions des salles de contrôles des ateliers. Tous les jours de fonctionnement des ateliers, ces valeurs sont relevées et introduites dans le logiciel de gestion des stocks.</p> <p>cf. annexe confidentielle pour les détails.</p>
<b>Observations :</b> Le plan de la rétention R.59030 des cuves de méthanol ne mentionne pas la cuve R.502.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1 <sup>er</sup> -I.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant suit en temps réel ses stocks de liquides inflammables selon le logiciel de

gestion des stocks. Les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation ne dépassent pas les 1 000 tonnes.

cf. annexe confidentielle pour les détails.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 11 : Réservoirs soumis à l'AM du 03/10/2010

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1<sup>er</sup>-III

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM

**Prescription contrôlée :**

III.-Pour les installations relevant du I-1 ou I-2, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en réservoirs aériens de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93°C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, à l'exclusion de ceux cités au II.

**Constats :** L'exploitant a fait réaliser par un cabinet de consultants en 2021 un audit de conformité réglementaire « post-lubrizon » qui identifie les textes réglementaires applicables aux installations et la situation des installations par rapport à ces textes réglementaires.

Les stockages de liquides inflammables en cuves sont soumis à l'AM du 03/10/2010 selon les dispositions de l'annexe VII applicables aux installations existantes.

Les stockages de liquides inflammables en récipients mobiles sont soumis à l'AM du 24/09/2020.

cf. annexe confidentielle pour les détails.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 12 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 03/10/2010

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1<sup>er</sup>-V

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM

**Prescription contrôlée :**

V.-Pour les installations existantes relevant du I. 2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2022. À cet effet, il doit fournir une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions qui leur sont applicables du présent arrêté.

**Constats :** L'exploitant est connu de l'autorité préfectorale via l'AP du 11 avril 2007 et la déclaration d'antériorité du 14 décembre 2015 référencée DK915/2015.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 13 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 03/10/2010

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1 <sup>er</sup> -IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV.-Une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est postérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes. Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en service sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2021.</p> <p>Toutes les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations nouvelles.</p> <p>Pour les installations existantes, l'annexe VII définit les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles 2 à 64.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser par un cabinet de consultants en 2021 un audit de conformité réglementaire « post-lubrizol » qui identifie les textes réglementaires applicables aux installations et la situation des installations par rapport à ces textes réglementaires.</p> <p>Les stockages de liquides inflammables en cuves aériennes fixes sont soumis à l'AM du 03/10/2010 selon les dispositions de l'annexe VII applicables aux installations existantes.</p> <p>cf. annexe confidentielle pour les détails.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 14 : Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1 <sup>er</sup> -I-I.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser par un cabinet de consultants en 2021 un audit de conformité réglementaire « post-lubrizol » qui identifie les textes réglementaires applicables aux installations et la situation des installations par rapport à ces textes réglementaires.</p> <p>Les stockages de liquides inflammables en cuves aériennes fixes sont soumis à l'AM du 03/10/2010 selon les dispositions de l'annexe VII applicables aux installations existantes.</p> <p>Les stockages de liquides inflammables en récipients mobiles sont soumis à l'AM du 24/09/2020.</p> <p>cf. annexe confidentielle pour les détails.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 15 : Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1 <sup>er</sup> -I-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93°C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3.</p> <p>Pour les liquides et solides liquéfiés combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser par un cabinet de consultants en 2021 un audit de conformité réglementaire « post-lubrizon » qui identifie les textes réglementaires applicables aux installations et la situation des installations par rapport à ces textes réglementaires.</p> <p>Les stockages de liquides inflammables en cuves aériennes fixes sont soumis à l'AM du 03/10/2010 selon les dispositions de l'annexe VII applicables aux installations existantes.</p> <p>Les stockages de liquides inflammables en récipients mobiles sont soumis à l'AM du 24/09/2020.</p> <p>cf. annexe confidentielle pour les détails.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 16 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1 <sup>er</sup> -I-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM
<p><b>Prescription contrôlée :</b> V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2022. À cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant est connu de l'autorité préfectorale via l'AP du 11 avril 2007 et la déclaration d'antériorité du 14 décembre 2015 référencée DK915/2015.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 17 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1 <sup>er</sup> -I-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - Pour l'application du présent arrêté, une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est réalisé après le 1<sup>er</sup> janvier 2021.</p> <p>Les autres installations sont considérées comme existantes.</p> <p>Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en services sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2021.</p> <p>L'ensemble des articles I-2 à VII-1 sont applicables aux installations nouvelles.</p>

Pour les installations existantes, les annexes I, II ou III ainsi que les IV et V définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles I-2 à VII-1.
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser par un cabinet de consultants en 2021 un audit de conformité réglementaire « post-lubrizon » qui identifie les textes réglementaires applicables aux installations et la situation des installations par rapport à ces textes réglementaires.</p> <p>Les stockages de liquides inflammables en cuves aériennes fixes sont soumis à l'AM du 03/10/2010 selon les dispositions de l'annexe VII applicables aux installations existantes.</p> <p>Les stockages de liquides inflammables en récipients mobiles sont soumis à l'AM du 24/09/2020.</p> <p>cf. annexe confidentielle pour les détails.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 18 : Distance des stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Distance des stockages aux limites de site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes, pour lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ;</li> <li>• pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites.</li> </ul> <p>L'exploitant élabore avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup>, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser par un cabinet de consultants en 2021 un audit de conformité réglementaire « post-lubrizon » qui identifie les textes réglementaires applicables aux installations et la situation des installations par rapport à ces textes réglementaires.</p> <p>À la suite de cet audit, l'exploitant a fait réaliser pour le bâtiment P1 une modélisation des effets thermiques qui montre que les flux thermiques à hauteur d'homme ne sortent pas en limite de propriété.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 19 : Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I- Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.</p>

<p>II. - Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.</p> <p>Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m<sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant ne détient plus de produits classés H224 dans son établissement.</p> <p>L'exploitant détient des produits classés H225 dans des contenants fusibles de volume maximal de 1 000 litres dans un stockage sur rétention équipé de détection incendie et de moyens d'extinction automatique adapté. L'exploitant attend la publication du protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées relatif aux tests de qualification du dimensionnement des moyens de protection contre l'incendie adaptés.</p> <p>cf. annexe confidentielle pour les détails.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

#### N° 20 : Surveillance en permanence des installations de LI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance en permanence des installations de LI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre. L'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.</p> <p>cf. annexe confidentielle pour les détails.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose de moyens adaptés.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 21 : Stratégie de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Stratégie de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;</li> <li>- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article VI-2. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant relève du régime de l'enregistrement pour la rubrique 4331 selon l'AP du 11 avril 2007 et déclaration d'antériorité du 14 décembre 2015 référencée DK915/2015. La quantité maximale de produits détenus est inférieure à la limite de 1 000 tonnes (seuil d'autorisation). L'AMPG du 01/06/2015 pour la rubrique 4331 (E) laisse la possibilité d'appliquer l'annexe VII de l'AM du 03/10/2010 aux installations existantes. En conséquence, cette stratégie de lutte contre l'incendie doit être mise à jour d'ici le 01/01/2026 par application combinée de l'article VI.1.1 de l'AM du 24/09/2020 et de l'annexe VII de l'AM du 03/10/2010.</p> <p>Un POI est en place (version V4 de 2020) : cf. annexe confidentielle pour les détails.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 22 : Formation des opérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Formation des opérateurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p> <p><b>Constats :</b> Tout le personnel, y compris les prestataires, sont soumis à un accueil de sécurité qui comprend un QCM de validation. Il existe deux types d'accueil suivant la durée de présence sur site. Un fichier gère le suivi des accueils de sécurité qui sont reconduits périodiquement pour les personnes permanentes sur site. L'accueil de sécurité du personnel de l'exploitant a été renouvelé en 2022.</p> <p>Les 16 personnes assurent les missions de « pompiers internes » à l'établissement. Elles sont nommément désignées et suivent des formations du GESIP à Vernon et des formations locales</p>

avec le SDIS 58. Un suivi individuel des formations est assuré par tableau.

cf. annexe confidentielle pour les détails.

**Non-conformité :** L'exploitant n'a pas pu préciser le référentiel de formation des personnels pour devenir « pompiers internes » ni démontrer qu'ils sont à jour de ce référentiel de formation alors que ce référentiel de formation fait partie du système de gestion de la sécurité (SGS).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 30 jours

#### N° 23 : Moyens complémentaires à la stratégie incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Moyens complémentaires à la stratégie incendie

**Prescription contrôlée :**

Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article VI-I, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures ou, le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :** L'exploitant relève du régime de l'enregistrement pour la rubrique 4331 selon l'AP du 11 avril 2007 et déclaration d'antériorité du 14 décembre 2015 référencée DK915/2015. La quantité maximale de produits détenus est inférieure à la limite de 1 000 tonnes (seuil d'autorisation). L'AMPG du 01/06/2015 pour la rubrique 4331 (E) laisse la possibilité d'appliquer l'annexe VII de l'AM du 03/10/2010 aux installations existantes. En conséquence, cette stratégie de lutte contre l'incendie doit être mise à jour d'ici le 01/01/2026 par application combinée de l'article VI.1.1 de l'AM du 24/09/2020 et de l'annexe VII de l'AM du 03/10/2010.

L'exploitant a prévu d'étudier dans le respect de l'échéance du 01/01/2026 les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 24 : Exercices de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Exercices de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation, l'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie. Un tel exercice est réalisé au moins tous les ans.

Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :** L'établissement étant classé SEVESO seuil haut, l'exploitant a pour obligation de réaliser annuellement un exercice POI.

2 exercices ont été réalisés en 2023 et ont fait l'objet d'un compte-rendu interne à l'établissement :

- 18/01/2023 exercice PPI/POI avec comme scénario une fuite enflammée.
- 22/09/2023 exercice POI avec comme scénario un départ de feu.

**Type de suites proposées :** Sans suite